

CAS JOURNAL MILITAIRE

Au cours de la septième journée de la phase intermédiaire, le procureur des droits de l'homme du Ministère Public (MP) a fait un résumé des opérations dans lesquelles l'accusé, Edgar Corado Samayoa, a été impliqué et a mentionné qu'il avait témoigné. Plus tard, il a commencé la présentation des preuves de condamnation de Victor Augusto Vásquez Echeverría, commandant de la zone militaire 302 du 16 avril 1983 au 31 mai 1985.



Le cycle du renseignement et la zone militaire 302

Au début de l'audience, l'avocate Carmen Peralta Marroquín, assignée à Corado Samayoa par l'Institut de défense pénale publique, a demandé la suspension de l'audience parce qu'elle avait été nommée le même jour dans la matinée et n'était pas au courant de l'affaire, raison pour laquelle elle a allégué que cela avait violé le droit à la défense puisque Corado, qui n'a pas assisté à l'audience, n'avait pas donné son consentement à la substitution. Le juge Miguel Ángel Gálvez a rejeté la requête de l'avocate et a décidé de poursuivre l'audience, à cause de ce rejet l'avocate Peralta a déposé une protestation.



Le Ministère Public a continué avec la présentation de la preuve de convection d'Edgar Corado Samayoa concernant sa participation aux opérations du 2 au 7 novembre 1983, du 28 novembre 1983 au 2 janvier 1984 et du 11 au 13 mars 1984.

L'opération du 2 janvier 1984 a été déclenchée suite à la capture d'Alma Lucrecia Osorio Bobadilla le 31 décembre 1983. Lors de

l'opération d'effraction dans sa maison, un témoin a identifié Corado Samayoa comme l'un des ravisseurs d'Alma Lucrecia, inscrite à l'entrée No 34 dans le Journal Militaire et identifiée « membre du comité de direction régional 'Victor Manuel Paniagua' et responsable de la zone Pacifique du PGT-PC », qui est relaté à travers d'un document capturé qui identifie les « structures du PGT attaquées », parmi lesquelles Victor Manuel Paniagua.

Un témoin avec des preuves en réserve accredité l'opération d'effraction au domicile de la famille Osorio Bobadilla qui s'est produite le 2 janvier 1984. Parmi le groupe de ravisseurs qui ont participé, il identifie Edgar Corado Samayoa.

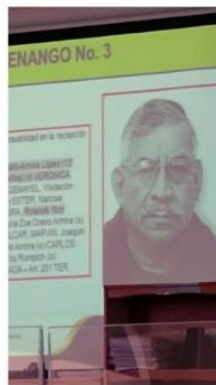
Au cours de l'opération du 11 au 13 mars 1984, le témoin Álvaro René Sosa Ramos, inscrit à l'entrée 87 du journal militaire, identifie Corado Samayoa lors de sa capture illégale et dans le centre de détention clandestin où il a été détenu, il a été soumis à des traitements cruels, inhumains et dégradant. Dans sa déclaration, le témoin Sosa Ramos identifie trois

autres victimes : Amancio Samuel Villatoro, Juan Pablo Armira et Mario Enrique Chávez Ovalle, qu'ils ont interrogés avec une liste de noms de victimes qui correspond à celles enregistrées dans le Journal militaire, victimes dont leur localisation est toujours inconnue.

Corado Samayoa est accusé de meurtre aggravé sur une personne, de tentative de meurtre sur une autre personne, de crimes contre l'humanité contre au moins 11 personnes et de disparition forcée d'au moins neuf personnes.

Selon le Ministère Public, Corado Samayoa avait contribué à créer les conditions pour priver extrajudiciairement de vie et de liberté des personnes cataloguées comme ennemi intérieur. Détenir, soumettre à des traitements cruels, effectuer des cambriolages, perquisitions et détentions dans le cadre d'une structure clandestine et illégale.

Le Ministère Public a commencé la présentation de la preuve de la condamnation de Victor Augusto Vásquez Echeverría, accusé de la disparition forcée de 14 personnes qui, selon le journal militaire, ont été emmenées à Chimaltenango, dont quatre enfants, les frères Armira López et Yool Cusanero.



Le Procureur a expliqué que Fabián Estrada Satuy, entrée No 96; Visitación Baxcaj Pineda, entrée No 97; Adriana Chocoj Culajay, entrée No 98, et Narcisca Cusanero Xian, entrée No 99, ont été arrêtées et ont disparu le 14 mars 1984,

dans un lieu connu sous le nom de "prison du peuple". Le Ministère Public a mentionné que dans le journal militaire, il est indiqué que María Zoe Oreno Armira, entrée No 100 ; Brigido Antonio Xajil Hernández, entrée No 101 ; Joaquín Simón Miza, entrée No 102 ; Mario Orena Armira, Pablo Ejcalon Batz, entrée No 154 et Eusebio Coc Rompich, entrée No 171, ont également été envoyés à Chimaltenango.

Dans les plans et manuels militaires, des documents saisis au domicile de l'accusé Gustavo Adolfo Oliva Blanco, mettent en évidence la surveillance et la poursuite des structures d'organisations cataloguées comme ennemi interne, confirmant les

dates et les zones de contrôle et d'opération militaire comme Chimaltenango.

Vásquez Echeverría est également accusé de crimes contre l'humanité contre six personnes détenues dans l'ancienne zone militaire de Chimaltenango, ainsi que 220 squelettes exhumés dans ces installations, Amancio Villatoro, entrée 55 ; Sergio Saúl Linares, entrée 74; Zoilo Canales, entrée 75; Juan de Dios Samayoa, entrée 78; Hugo Adail Navarro, entrée 81 et Moisés Saravia López, entrée 88, ont été détenus et ont disparu entre janvier et mars 1984. Dans le journal militaire, ils sont enregistrés tous le 29 mars 1984 comme date d'exécution.

Le témoignage d'Aquiles Linares, frère de Saúl Linares, prouve que la dissimulation des victimes était systématique, malgré de nombreuses requêtes en habeus corpus déposées par leurs familles, des publications dans des périodiques nationaux et des documents internationaux sur leur disparition et la demande depuis des décennies qu'ils soient libérés vivants.

Selon un affidavit de la Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale (FAFG), il a été établi que les six personnes ci-dessus ont été enterrées dans la même tombe. Les corps ont été retrouvés les uns sur les autres et expliquent que les restes identifiés présentaient des lésions, des fractures ou des plaies allant jusqu'à l'os. Dans des déclarations de témoins, il est établi que certaines de ces personnes ont été vues dans des centres de détention clandestins en train d'être torturées.

Le Ministère Public a présenté la chaîne des événements liés à Julio César Pereira, entrée No 73, membre du Parti des travailleurs du Guatemala (PGT)-CC; Sergio Saúl Linares, membre du PGT et de l'organisme sectionnel Manuel Andrade Roca (OSMAR) et Eleuterio Leopoldo Cabrera, entrée No 76, père de la plaignante Alejandra Cabrera Tenas, qui était également membre de la direction nationale du PGT, responsable de l'OSMAR et des finances, comme une séquence de détentions de membres de la même organisation.

Le Ministère Public relate également l'entrée d'Hugo Adail Navarro Mérida avec l'opération qui a fait irruption dans la maison de la famille de Luz Haydeé Méndez Calderón, entrée No 83, la mère de la plaignante Wendy Santizo Méndez. Lors que Luz Haydeé était également torturée, elle a pu identifier Hugo Adail , qu'elle connaissait sous le nom de "Oncle Pedrito", sous le contrôle de ses ravisseurs. Le témoin a déclaré que Navarro avait des blessures au corps, était enchaîné et boitait. L'affidavit de la FAFG concernant le squelette de Navarro, exhumé dans la zone militaire de Chimaltenango, indiquait que le squelette avait une fracture à la jambe.

Le Ministère Public a expliqué l'effet de cascade ou de mosaïque, qui fait référence à la façon dont la capture, la détention et la torture d'une personne signifient la capture d'autres personnes et les effets

sur tous les noyaux familiaux, qui ont subi divers types de violence, y compris la violence sexuelle.

Le procureur a présenté une expertise militaire lié à Vásquez Echeverría, expertise qui déclare qu'il a occupé des postes tels que celui de commandant de la zone militaire 302 liés spécifiquement à l'affaire par les squelettes trouvés à l'intérieur des installations de l'ancien détachement militaire de Comalapa. "Le commandant est responsable de ce que son unité fait ou néglige de faire", a lu le Ministère Public en ce qui concerne le rôle et le commandement tenus par Vásquez Echeverría, qui est dit responsable des personnes détenues et enregistrées dans le journal militaire qui ont été emmenées à la Zone militaire sous son commandement, comme les frères Armira López qui sont toujours disparus.

L'État guatémaltèque a été condamné pour de graves violations des droits de l'homme contre les victimes enregistrées dans le journal militaire par la Cour Interaméricaine des droits de l'homme, qui a ordonné la recherche des victimes. Le Ministère Public a demandé des informations sur les bases, les zones et les installations militaires, mais le ministère de la défense a refusé à plusieurs reprises de fournir des informations.

Le procureur a présenté des documents saisis dans la maison d'Oliva Blanco qui prouvent l'interrelation des structures clandestines et illégales avec les informations obtenues par le cycle de renseignement, qui était basé sur la poursuite, la persécution, la détention, la torture et les effractions illégales.

Le juge Miguel Ángel Gálvez a ajourné l'audience jusqu'au vendredi 8 avril à 9h00.



Avec l'appui de

